



UNIVERSITÉ DE NANTES

**PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITÉ**

SÉANCE DU VENDREDI 28 MARS 2014

PV N°370

**PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITÉ EN ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE
DU VENDREDI 28 MARS 2014**

Le Conseil d'Administration de l'Université s'est réuni au siège de la Présidence de l'Université,
sous la présidence de M. Olivier LABOUX.

Siégeaient à ses côtés : M. Mohamed BERNOUSSI, Premier Vice-président, Vice-président du Conseil d'Administration et M. Frédéric BENHAMOU, Vice-président Recherche et Innovation;

ÉTAIENT PRÉSENTS A L'OUVERTURE DE LA SÉANCE : 22 membres

BELLETTRE Jérôme	Ens A	POLYTECH Nantes
BROCHARD Cyrille	BIATSS	UFR Sciences et Techniques
CARON Lise	Ens.B	Médecine et Techniques Médicales
CATALA Michel	Ens A	UFR d'Histoire, Histoire de l'art et archéologie
CLERGEAU Christophe	Pers. Ext.	Région des Pays de la Loire
DIKONGUE Emma	Etudiant	UFR Sciences et Techniques
GANGLOFF Claude	Ens. B	IUT de la Roche/Yon
GUEVEL Arnaud	Ens. A	UFR STAPS
ISHOW Eléna	Ens. A	UFR Sciences et Techniques
JOLLIET-EVIN Pascale	Ens. A	UFR de Médecine et Techniques médicales
KERBOURC'H J.Yves	Ens. A	UFR Droit et Sciences politiques
LABOUX Olivier	Ens. A	Président
LALLEMENT Claire	Etudiant	UFR Droit et Sciences politiques
LE FICHANT Françoise	Ens. B	UFR Droit et Sciences politiques
LELOUREC Hervé	Ens. B	UFR Psychologie
RANSON Grégoire	Etudiant	UFR d'Histoire, Histoire de l'art et archéologie
RUault Valentin	Etudiant	UFR de Médecine et Techniques médicales
SAMI Taklit	Ens. B	UFR Sciences et Techniques
SUDREAU Philippe	Pers. Ext.	Directeur du CHU de Nantes
TOUCHARD Mathieu	Etudiant	UFR d'Odontologie
TOSTIVINT Xavier	Pers. Ext.	MEDEF de Loire Atlantique
TRICHET Valérie	Ens. B	UFR de Médecine et Techniques médicales

AVAIENT DONNÉ PROCURATION : 8 membres

DANIEL Karine	Pers. Ext.	Nantes Métropole
DRONNEAU Céline	BIATSS	POLYTECH Nantes
DUBOT Christian	Pers. Ext.	CGT
GUERIVE Michel	Pers. Ext.	Chambre de commerce et d'industrie de Nantes/St Nazaire
LESTIEN Françoise	Pers. Ext.	CARENE
MENUET Philippe	BIATSS	UFR Droit
POUZAIN Yves	Ens. B	IUT de Nantes
SAÏ Pierre	Pers. Ext.	Directeur général d'ONIRIS

ÉTAIT ABSENT OU EXCUSÉ A L'OUVERTURE DE LA SÉANCE : 1 membre

MARTINEZ-VASSEUR Pilar

Ens. A

UFR Faculté des Langues et Cultures étrangères

MEMBRES EN EXERCICE	PRÉSENTS À L'OUVERTURE	PROCURATIONS	EXCUSÉ	ARRIVÉS EN COURS
31	22	8	1	0

ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE

BARBU Noël	Vice-président Développement et Partenariats Economiques - Affaires Financières
BEZAULT Valérie	Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles
BIAIS Thierry	Directeur Général des Services
BRANCHEREAU Hervé	Chef de la Division des Affaires Financières
CAILLEAU Thomas	Conseiller étudiant
DEFOIS Serge	Directeur de Cabinet
EVAIN Michel	Directeur de l'UFR Faculté des Sciences et Techniques
DRUE Frédéric	Agent Comptable
EVAIN Michel	Doyen de l'UFR des Sciences et Techniques
GUÉHO Nicole	Chef de la Division de l'Enseignement Supérieur du Rectorat de l'Académie de Nantes
KEROUANTON Jean-Louis	Vice-président du Patrimoine Immobilier
LEVEQUE Stéphane	Direction des Ressources Humaines et du Dialogue Social
LORET Delphine	Direction des Ressources Humaines et du Dialogue Social
PELLETIER Quentin	Vice-président étudiant
PENISSON Stéphanie	Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles
TEXIER Stéphanie	Directrice Générale Adjointe des Services

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 7 février 2014
2. Informations générales
3. Point sur le Contrat de Plan Etat Région
4. Certification des comptes 2013 (après avis de la CPCA)
5. Présentation et approbation du compte financier, des comptes consolidés et de l'affectation du résultat 2013 (après avis de la CPCA)
6. Approbation de principe d'achat de locaux rue Bias et de vente d'une parcelle de terrain sise 80 boulevard Michelet à Nantes
7. Approbation de la répartition du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes 2014 (après avis de la CFVU et de la CPCA)
8. Information sur les effectifs étudiants 2013-2014
9. Primes et régimes indemnitaires des personnels (après avis de la CR, de la CPCA et du CT)
 - 9.1. Approbation du nouveau dispositif d'attribution de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche
 - 9.2. Approbation du dispositif d'attribution de la Prime pour Participation à des Opérations de Recherche
 - 9.3. Approbation du dispositif d'attribution de la Prime des Médecins contractuels
 - 9.4. Approbation de la revalorisation du régime indemnitaire de la Filière médico-sociale
 - 9.5. Approbation de la modification du tableau d'attribution de l'Indemnité Administrative et Technique
10. Présentation de la consultation sur l'égalité Homme-Femme auprès des Enseignants, Enseignants-Chercheurs et Chercheurs de l'Université de Nantes.
11. Présentation du "rapport annuel de santé sécurité et conditions de travail" (RSSCT) 2013 et du "programme annuel de prévention" (PAP) 2014 (après avis du CHSCT du 24 février)
12. Tarifs, dons et subventions (après avis de la CPCA)
13. Approbation de la demande de remise gracieuse relative à un déficit de la régie de recettes de l'Université Permanente à hauteur de 1000 € (après avis de la CPCA)
14. Remises gracieuses et admissions en non valeur (après avis de la CPCA)
15. Rendu-comptes des conventions, marchés et contrats signés par le Président en 2013
16. Election d'un représentant des Etudiants du Conseil d'Administration à la Commission Permanente du Conseil d'Administration
17. Questions diverses

LE PRÉSIDENT ouvre la séance à 8 heures.

LE PRÉSIDENT accueille de nouveaux administrateurs :

- **M.SUDREAU**, Directeur Général du CHU de Nantes, qui remercie les administrateurs de l'avoir désigné au sein du Conseil d'Administration et rappelle les liens importants et forts entre le CHU et l'Université. Il s'engage à tout faire pour continuer à les développer et les renforcer.

- **MME DIKONGUE**, **M.RUAULT** et **M.TOUCHARD** de la liste « BOUGE TA FAC avec Interasso », **M.RANSON** de la liste « UNEF et Associations étudiantes », et **MME LALLEMENT** de la liste « Alternative Etudiante ».

POINT 1 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 FEVRIER 2014

En l'absence de remarque, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve, à l'unanimité avec 30 voix pour, le procès-verbal du Conseil d'Administration du 7 février 2014.

POINT 2 : INFORMATIONS GÉNÉRALES

LE PRESIDENT informe qu'un délai supplémentaire de six mois a été octroyé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, pour l'adoption des statuts de la future Communauté d'Universités et d'Etablissements, « Université Bretagne Loire ». Ce délai est raisonnable, compatible avec les appels d'offre d'écosystème d'excellence, et conciliable avec une meilleure discussion au sein des établissements afin de mieux expliquer les enjeux, l'ambition et la manière dont chacun pourra participer. Ce délai a été obtenu notamment, car il s'agit d'un des rares cas où il y a une construction d'une Communauté d'Universités et d'Etablissements interrégionale à partir de structurations qui n'étaient pas interrégionales.

Le délai correspond à la mise en place de « l'Université Bretagne Loire » (UBL) au 1^{er} janvier 2016. Les statuts de l'UBL seront donc soumis un an auparavant aux établissements, courant mars 2015 ce qui signifie qu'il faut engager la rédaction des statuts en décembre 2014.

A l'été 2014, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche souhaite un document d'orientation stratégique qui montrera l'ambition du projet de manière à pouvoir solliciter des emplois sur la politique de site, notamment sur les 1000 emplois annuels repartis sur les établissements.

Le 5 mars dernier à Rennes, a eu lieu une réunion regroupant l'ensemble des acteurs de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (les Universités, les Ecoles, les organismes de Recherche), pour acter la construction de l'Université Bretagne Loire.

Le point majeur à étudier maintenant est de définir le cahier des charges d'un membre fondateur vis-à-vis d'un membre associé : comme par exemple la délivrance d'un doctorat, l'engagement dans le contrat pluriannuel de site, la formation prioritaire. Un comité de pilotage de l'Université Bretagne Loire est institué ainsi que des groupes de travail dont les thèmes seront d'un côté gouvernance et de l'autre « activités, compétences ».

M.LE LOUREC informe vouloir organiser une réunion d'information et de débat sur les choix en matière de regroupement ou d'association des établissements, dans la mesure où il estime que ces informations échappent aux personnels qui seront pourtant fortement impactés dans leur vie professionnelle, ou aux étudiants dans leur vie étudiante. Il reste des points dans l'ombre, quelque soit le regroupement choisi, un établissement doit être pilote parmi tous, car le Ministère exige un seul interlocuteur.

LE PRESIDENT s'engage à réunir les personnels. Il précise que l'établissement pilote, et seul interlocuteur sera l'EPSCP Université Bretagne Loire, et non l'un des établissements du site.

MME CARON revient sur l>IDEX, et sa nouvelle forme d'un côté généraliste et de l'autre technologique. La préfiguration de la Communauté d'Universités et d'Etablissements était de se présenter à ce nouvel IDEX. Elle souhaite savoir comment vont interagir la Communauté d'Universités et d'Etablissements et l>IDEX et comment vont être intégrés les périmètres d'excellence.

LE PRESIDENT précise que l'on ne crée pas l'Université Bretagne Loire pour l>IDEX mais elle aura les moyens de garantir la gouvernance d'un dossier IDEX des écosystèmes d'excellence. Le 30 janvier dernier, le Président de la République a présenté deux IDEX, dont l'un ressemblerait à l'actuel IDEX et un autre plus territorial, axé sur l'aménagement du territoire. L'ambition aujourd'hui qui se dégage est d'avoir la plus haute portée possible, internationale. Les interactions entre l'Université Bretagne Loire et les IDEX se font sur la base des collégia, structures interdisciplinaires Recherche-Formation- Innovation et les périmètres d'excellence sont aujourd'hui en cours de réflexion.

M.LE LOUREC craint l'emprise que pourraient exercer les établissements d'enseignement supérieurs privés et donc financer sur des fonds publics des établissements privés qui seraient associés à ces regroupements. **LE PRESIDENT** rappelle que les établissements privés ne seront pas membres fondateurs et donc la participation à la gouvernance ne sera pas la même.

MME SAMI s'interroge sur l'articulation des Unités de Formation et de Recherche au regard de la structuration proposée actuellement, les collégia, qui sont essentiellement des collégia de recherche. **LE PRESIDENT** rappelle que l'une des priorités est de gérer la coordination de la formation sur cette structuration.

M.CLERGEAU rappelle qu'au niveau de la Région, le point de départ de ce travail sur la Communauté d'Universités et d'Etablissements était l'idée d'une université fédérale dans les Pays de la Loire, qui est par la suite devenue interrégionale. Le cœur du dossier était bien une structuration sur la base d'abord des universités publiques autour des missions de service public et autour de l'idée qu'on pouvait, en les mettant en réseau et en se dotant d'une capacité stratégique commune, mieux remplir les missions de service public en direction des étudiants, du territoire, des entreprises du secteur sanitaire, culturel et autre. Cet axe reste le fil conducteur et notamment dans le rapport aux écoles, elles ne doivent pas tirer vers le bas en termes de gouvernance et de capacité stratégique de la Communauté. Il souhaite que les universités fédérales y restent prépondérantes. Dans ce contexte, il est important que la Communauté approfondisse sa stratégie de recherche, de formation, d'innovation indépendamment de l'appel à projet IDEX et avant même d'y répondre. Il ne faut pas retomber dans les mêmes travers et refaire à chaque appel à projet la stratégie des établissements en fonction des critères de l'appel à projet national.

Sur les collégia, **M.CLERGEAU** indique qu'il est important que les collégia soient ciblés Recherche- Formation-Innovation. La discussion n'est pas nouvelle sur les départements de formation et le partage entre ce qui doit être purement disciplinaire et ce qui doit prendre en compte des enjeux plus larges qui correspondent aussi à la nature des besoins de formation tels qu'ils évoluent dans la société. Les pays Anglo saxons ou la Suisse, par exemple sont beaucoup plus avancés dans la constitution de département de formation autour de grands objets intégrateurs et dans une optique pluridisciplinaire. La Région s'oppose massivement et totalement à un collégium « ingénierie » qui serait un collégium d'écoles d'ingénieur. Les collégia doivent être structurés autour d'enjeux auxquels il faut répondre à partir des compétences et des forces des établissements. Il ne peut y avoir dans une Communauté d'Etablissements, une annexe où les écoles d'ingénieurs gèreraient ensemble un sous ensemble de la Communauté. Les grandes thématiques fédératrices de recherche, de formation et d'innovation doivent structurer les compétences des universités et des écoles.

MME ISHOW souligne que les collégia doivent regrouper des thématiques, autour de disciplines. La pluridisciplinarité est indispensable mais elle s'interroge sur le cycle master, car c'est dans ce cycle, que fédérer la formation et l'innovation autour de la recherche prend tout son sens. Le risque est aussi d'écarter certains laboratoires qui ne se retrouvent pas forcément dans ces grandes thématiques porteuses. Ceci peut conduire au niveau d'un laboratoire à l'associer à un collégium donné, or il faut lui laisser la possibilité d'émarger sur plusieurs. **LE PRESIDENT** rappelle que les collégia correspondent aux thématiques des grands enjeux de société, au profit des territoires.

MME CARON souligne que pour atteindre ces objectifs il faut avoir des moyens. L'Université de Nantes est pluridisciplinaire, ce qui fait qu'il existe un foisonnement de thématiques qui ont donné des résultats excellents. Pour soutenir ces niches d'excellence, il faut des moyens. **LE PRESIDENT** souhaite qu'un maximum de responsables participe, car selon lui beaucoup pensent que la Communauté d'Universités et d'Etablissements aura les responsabilités et compétences élargies. Le statut des personnels ne sera pas impacté. **MME CARON** souligne que dans le cadre des mutualisations, les décisions d'affectation des personnels vont être prises par la Communauté d'Universités et d'Etablissements.

MME JOLLIET rappelle que le projet de Communauté d'Universités et d'Etablissements a été construit sur les trois volets, Recherche, Formation et Innovation. Il est évident qu'il va falloir répondre à des appels d'offre qui sont avant tout des appels d'offre Recherche, et les collègia vont en apparence être structurés sur ces points. Pour autant il est du devoir des Directeurs de Composante, de protéger les plus petites structures de recherche qui pourraient se sentir isoler et pas forcément en lien avec les diverses thématiques portées par le collégia. Il est également du devoir des Directeurs de Composante de ne pas mettre sur de côté la Formation et de, au contraire la faire bénéficier de l'énorme élan que va fournir cette valorisation sur ces grands thèmes.

POINT 3 : POINT SUR LE CONTRAT DE PLAN ETAT- REGION

LE PRESIDENT informe qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de limite budgétaire qui permette de savoir dans quelles mesures on pourra trancher dans tout ce qui a été remonté. Certaines régions ont tout remonté, alors que d'autres ont priorisé. Le travail des alliances qui a été prévu est devenu assez confus. Les volumes financiers devraient rapidement arriver afin de permettre de sélectionner les demandes.

M. CLERGEAU annonce l'éventualité d'un comité interministériel le 5 mai pour donner les enveloppes globales des Préfets. Avant de réfléchir à la nécessaire priorisation, il reste un combat à mener sur la nature de l'enveloppe « Enseignement Supérieur – Recherche » dans l'Ouest et notamment sur la prise en compte des précédentes dotations Etat sur les plans Campus.

POINT 4 : CERTIFICATION DES COMPTES 2013 (APRES AVIS DE LA CPCA)

Les Commissaires aux Comptes présentent leur certification des comptes de l'Université. La réserve exprime le fait que sur certains points, soit les comptes ne sont pas conformes à la loi comptable, soit les Commissaires ne disposent pas d'éléments permettant de conclure et d'évaluer.

Les Commissaires aux Comptes rappellent les réserves 2012, notamment sur le patrimoine corporel de l'Université de Nantes et son suivi, et sur des sujets de répartition des produits et des charges entre les exercices comptables. En 2013, pour le patrimoine immobilisé, il y a eu un nettoyage de listing en particulier sur le matériel informatique. Sur le sujet de la bonne répartition des produits et des charges entre exercices, la mise en œuvre d'une gestion à l'achèvement pour les contrats de recherche à long terme est soulignée.

L'évaluation des ensembles immobiliers par France Domaine à 600 millions d'euros, a posé problème aux Commissaires aux Comptes qui ont eu des difficultés pour obtenir les justifications de certaines valorisations, voire même des incohérences. Une demande a été formulée à France Domaine, pour revoir ces évaluations. En 2013, aucun élément nouveau ne permet de revenir sur ces évaluations d'ensemble et donc d'avoir une bonne appréciation de ces immobilisations avec une contrepartie en fonds propres. Ainsi la réserve est maintenue pour 2013. Ce sujet devrait se dénouer en 2014.

Concernant le suivi des immobilisations et des subventions d'investissement, la réserve est liée à une problématique d'inventaire physique des immobilisations. Il n'y a pas eu de procédure d'inventaire physique qui permette de rapprocher ce qui figure dans les comptes sur la liste des immobilisations (tous les actifs mobiliers et autres composants) de ce qui existe en réalité. C'est un lourd travail à réaliser. Des démarches ont été entreprises pour parvenir à mettre en place une procédure d'inventaire physique et en même temps recalculer un montant d'immobilisation conforme à la réalité et un suivi des subventions attachées à ces immobilisations. Le travail est en cours et devrait être bien avancé en 2014, malgré tout la réserve demeure.

Pour le suivi des contrats de recherche à l'achèvement, il y a aussi une réserve pour limitation : factuellement ils ne peuvent conclure totalement et avec certitude sur le sujet. Sur un contrat de recherche, s'accumule un certain nombre de charges de coûts qui feront l'objet dans un premier temps d'une neutralisation et en face, des acomptes des organismes qui subventionnent ces contrats de recherche dans des produits qui sont aussi neutralisés. Dans le compte de résultats, il faut acter le solde de ces produits et de ces charges à l'issue du contrat. Pendant tout le temps de suivi du contrat,

il y a un suivi comptable et administratif à effectuer, et factuellement aujourd'hui, la qualité de ce suivi, sa documentation et la justification des postes, est en cours de mise en œuvre. Il y a un contrôle interne qui a été mis en place, avec une procédure de jalons visant à sécuriser le recouvrement des subventions et une centralisation de ces informations.

Il y a aussi une réserve pour limitation concernant les recettes d'exploitation hors subvention. Il s'agit principalement des recettes liées à la formation continue. La problématique repose sur le rattachement des charges au bon exercice. Le contrôle interne est aussi en cours de mise en place pour mieux appréhender les rythmes d'acquisition de ces produits. Fin 2013, il n'est pas possible d'identifier la part de ces revenus qui est directement rattachable à l'année 2013. A l'issue de la mise en place complète du contrôle interne, la réserve sera levée.

Enfin, concernant les charges à payer de personnels, il faut noter sur 2013 qu'il ne subsiste qu'une remarque technique : la prise en compte et la constatation d'un passif dans les comptes et le bilan de l'Université de Nantes, au titre des heures complémentaires, à l'exception de la valorisation des jours de Compte Epargne Temps non monétisables. Sur la base d'une instruction de la DGFIP de décembre 2013, l'Université a bien désormais constaté cette charge à payer relative aux heures complémentaires pour 1.9 million d'euros, dans les comptes et dans le bilan. Il persiste une remarque résiduelle des Commissaires aux comptes, qui devrait disparaître en 2014 : s'agissant d'un changement de méthode, il est prévu que ce type de changement n'affecte pas le résultat de la période, mais soit porté dans le report d'ouverture.

POINT 5 : PRESENTATION ET APPROBATION DU COMPTE FINANCIER, DES COMPTES CONSOLIDES ET DE L'AFFECTATION DU RESULTAT 2013 (APRES AVIS DE LA CPCA)

M.BARBU présente le compte financier, les comptes consolidés et l'affectation du résultat 2013, après avoir rappelé brièvement le contexte global de l'Université de Nantes avec le plan de retour à l'équilibre. Il souligne le dynamisme de l'Université avec des effectifs en hausse et en parallèle un dynamisme des ressources et des charges. Il informe du résultat positif de l'exercice, mais le relativise en précisant que l'année 2013 est une année aidée, par l'Etat et par les Collectivités Territoriales en particulier la Région et Nantes Métropole.

M.TOSTIVINT revient sur la taxe d'apprentissage, et souhaite connaître la part (en nombre d'étudiants et par filières) des apprentis et des alternants en général à l'Université de Nantes et les résultats en terme de taxe par composantes ou filières. Il s'interroge sur l'historique du contrôle fiscal. **M.BARBU** rappelle que le contrôle fiscal remonte aux années 2009, 2010 et 2011, et est dû aux règles de TVA qui n'étaient pas stabilisées pour tous les établissements de France. Sur la partie enseignement, l'Université est exonérée, mais sur la partie recherche, il y a une soumission possible si les contrats de recherche donnent lieu à des recettes propres futures. **MME WENDLING** précise qu'il y a 327 inscrits en formation par apprentissage en 2012/2013 et une augmentation de 100 étudiants pour 2013/2014.

M.KERBOURC'H s'interroge sur les comptes du Centre de Formation des Apprentis (CFA) au sein du budget 2013. **M. BRANCHEREAU** informe que la part du CFA représente 1,8 millions d'euros. **M. KERBOURC'H** souligne que de ce fait dans la taxe d'apprentissage, sont englobés les comptes du CFA qui est interuniversitaire. Il souhaite connaître la quote-part des universités d'Angers, Le Mans et Nantes. **M.BRANCHEREAU** explique que c'est le conseil de perfectionnement du CFA qui définit les répartitions entre les universités, le prochain ayant lieu début avril. **M. BERNOUSSI** ajoute que cette répartition dépend aussi du nombre de formations inscrites par l'Université, et portées par le CFA, l'Université de Nantes ayant inscrit environ 70% des formations du CFA.

MME SAMI en parcourant les comptes et les marchés signés en 2013, relève un marché pour les journées scientifiques de l'Université de Nantes. Elle ne revient pas sur le principe même d'organisation de ces journées, qui sont fort enrichissantes pour l'Université de Nantes, mais elle s'interroge sur le montant de 85.600 € pour une seule journée. **LE PRESIDENT** rappelle que la Convention avec la Cité des Congrès permet d'avoir des prestations qui ne pourraient être réalisées directement par l'Université de Nantes et qui seraient facturées, comme par exemple les prestations techniques. **M.BENHAMOU** revient sur l'acte ponctuel en question et la remise des diplômes de doctorat, deux événements où les prestations sont assurées sous forme de colloques, et d'une soirée

ouverte au grand public toujours dans l'objectif d'être ouvert sur la Cité. **M. BERNOUSSI** rappelle que pour les journées scientifiques, il y a des financements extérieurs, notamment un soutien d'un certain nombre de collectivités et de la CCI, donc tout n'est pas réglé par l'Université.

M. BROCHARD revient sur les gels de postes et les 45 ETPT en demandant à connaître la répartition entre le nombre de gels de postes BIATSS et Enseignant-Chercheur. **M. BERNOUSSI** rappelle que l'objectif du départ était de 50 Enseignants-Chercheurs et 26 BIATSS, ce qui est obtenu se répartit sur une plus large part sur des postes d'Enseignants-Chercheurs. **M. BROCHARD**, s'agissant de la dotation exceptionnelle de la Région et de Nantes Métropole, utilisée pour moitié cette année, souhaite savoir si la deuxième moitié sera comme cette année, fléchée sur le numérique. **M. BERNOUSSI** le confirme. **LE PRESIDENT** en profite pour remercier les collectivités, qui par leur aide ont permis de passer le cap difficile de l'année 2013, où la pertinence des mesures n'a pas pu être évaluée à l'aune d'une année entière mais sur une partie de l'année. **M. BIAIS** complète les propos de **M. BERNOUSSI** en indiquant l'effort des 45 postes consommés en année pleine, en moins par rapport à l'année précédente, ce qui illustre les efforts conduits par l'ensemble des équipes, l'ensemble des personnels. Il y a un effort réalisé au travers des gels de postes mais aussi au niveau des Composantes, une attention portée sur l'optimisation des mensualités de remplacement et des postes plus durablement vacants sur l'année par rapport à l'année précédente. Au regard des aides exceptionnelles accordées, l'Etablissement s'est mis en situation de maîtriser l'évolution de ces effectifs.

MME JOLLIET revient sur les journées scientifiques et estime qu'il ne faut pas revenir en arrière. Elle explique qu'il faut améliorer la lisibilité sur le territoire national, en créant des manifestations et des interactions interrégionales. Il faut maintenir les manifestations où l'Université de Nantes a la possibilité d'avoir une ouverture, pas seulement entre chercheurs mais aussi vers le grand public. **M. BENHAMOU** précise que le coût pour l'Université de Nantes est de 75.000 €, sur lequel il faut compter une valorisation des salaires des personnels impliqués dans l'organisation pour moitié, les subventions des collectivités étant de l'ordre de 97.000 €.

M. GANGLOFF revient sur la masse salariale, les 0.3% d'écart entre les ressources d'état et les dépenses de masse salariale, sont un fossé aujourd'hui qu'il est difficile de combler. Il y a toujours un GVT (Glissement Vieillesse Technicité) abondé à hauteur de 567.000 € en 2013. Il souhaite savoir où en sont les négociations avec l'Etat pour 2014. **LE PRESIDENT** souhaite que le décideur soit le payeur. Il prend l'exemple du décret de revalorisation du 29 janvier 2014, appliqué aux contractuels, qui coûte 496.000 €, sans que cette revalorisation ne soit accompagnée. Sur le GVT, **LE PRESIDENT** annonce que la phase de négociation est toujours en cours pour 2014. Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a accepté l'inclusion probable dans la LOLF à condition d'avoir un effet sur 4 ou 5 ans, le temps que les équilibres sur les différents établissements soient visualisables.

M. CLERGEAU salue le redressement de l'Université de Nantes. Sur la forme, la présentation de cette année est plus succincte que les années précédentes. Cette année, la présentation est centrée sur les éléments financiers, ce qui permet moins bien de restituer ce qu'était l'activité de l'Université et les dynamiques de recettes et de dépenses sur les grandes missions. Il y a eu des analyses présentées les années précédentes, qui dégageaient les dépenses obligatoires, fixes ou les décisions étaient imposées à l'Université, ce qui laissait apparaître la marge de manœuvre de l'Université de Nantes. Ceci permettait d'analyser dans quelles contraintes l'Université de Nantes évoluait, et donnait une autre lecture de ce que pouvaient être les choix politiques de l'Université de Nantes. Il regrette que ceci ait disparu des documents actuels. Enfin, il ajoute que les conventions Région – Université de Nantes prévoient une annexe financière dans le compte financier, et cette année encore, cette obligation conventionnelle n'est pas respectée. Celle-ci permettrait de restituer dans leur globalité et leur cohérence les relations financières Région – Université de Nantes, en montrant bien les volets apprentissage, formation continue, ressource exceptionnelle et programmes de recherche.

M. CLERGEAU revient sur l'apprentissage et estime qu'à l'occasion d'un prochain Conseil d'Administration, lors de débat plus orienté sur la formation, il faudrait présenter les mécanismes de décision et le modèle financier des formations en apprentissage, qui théoriquement est équilibré. En effet il repose sur un dialogue entre la Région et les établissements porteurs des formations, sur des coûts réels. Ceci permettrait de démontrer que la dynamique de l'apprentissage à terme va dépendre de la capacité à mobiliser des ressources des entreprises, car la Région n'aura pas les moyens de

développer l'apprentissage avec des subventions d'équilibre. Il faut vérifier en quoi la politique d'alternance globale correspond à des besoins de formation et de professionnalisation, la place de l'apprentissage dans une stratégie globale de formation en alternance. Il faut définir comment les entreprises peuvent se mobiliser, en se donnant les moyens d'objectifs de financement pour que le développement de l'apprentissage ne se traduise pas comme une charge pour les finances de l'Université de Nantes ou de la Région.

M. BARBU précise que le délai pour les documents était contraint cette année et que le rapport financier qui est le document le plus important était disponible depuis quelques jours sur le site. Il informe que la version présentée ce jour n'est pas définitive, des modifications sont encore à apporter.

M.GUEVEL salue la clarté et la qualité de ce qui est présenté et souligne les progrès qui sont fait en matière de communication et de transmission d'une information claire et audible sur ces sujets complexes. Il revient sur les propos de **M. GANGLOFF**, notamment le manquement de l'Etat par rapport à la masse salariale et au fait que 5 millions d'euros manquent dans ce budget. La dotation exceptionnelle du Ministère n'est pas suffisante et pas à la hauteur du problème. Il s'interroge sur les leviers qu'il faut utiliser pour les contraindre à régler définitivement cette situation.

MME ISHOW, revient sur l'aspect taxe d'apprentissage, au niveau du département chimie, et constate une augmentation des dotations qui proviennent de la taxe d'apprentissage, environ 20 à 30% du budget de la formation. Le manquement de l'Etat sur la masse salariale, oblige chacun à se tourner vers l'apprentissage qui est la seule source permettant de faire fonctionner les formations. Au même titre que les laboratoires de recherche qui doivent assurer 80 % de leur fonctionnement au travers de contrats annexes par rapport aux fonds récurrents, il est demandé aux formations de trouver leurs propres moyens financiers. Il faut trouver un juste équilibre entre des formations « tout apprentissage » et des formations encore fondamentales. Les formations d'apprentissage se construisent pour des besoins et pas forcément des liens forts avec l'entreprise, ce qui fait que ce ne sont plus des professionnels qui donnent des cours, mais on se contente d'envoyer des étudiants dans les entreprises. Des développements collaboratifs sont à envisager.

M.KERBOURC'H rappelle que le choix a été fait en Conseil d'Administration d'externaliser la gestion des contrats de recherche, dans des filiales, notamment Capacités ou dans la Société d'Accélération de Transfert de Technologie (SATT). Pour les besoins d'exécution des contrats de recherche, des personnels Enseignants-Chercheurs sont mis à la disposition de ces filiales. Il s'interroge sur les chiffres du rapport financier et les refacturations éventuelles des salaires de ces enseignants. **M.BARBU** distingue les deux structures, Capacités qui est une filiale 100% Université de Nantes et la SATT ; la structuration de Capacités et les coûts ont été retravaillés depuis plus d'un an maintenant. Capacités développe des contrats de recherche envers les entreprises et fait appel aux laboratoires. Les Enseignants-Chercheurs fournissent un service mais en retour ont une valorisation de ce service et du personnel mis à disposition sur ces contrats. Capacités est un outil qui permet un ressourcement des laboratoires.

MME SAMI souhaite connaître l'impact financier de Capacités, de la SATT, de la Fondation de l'Université et de l'IRT Jules Verne, sur les comptes de l'Université. Concernant les dotations exceptionnelles de l'Etat, elle regrette qu'il n'y ait pas de dotations structurelles qui permettraient de fonctionner. Elle revient sur le montant des journées scientifiques, et sans remettre en cause l'événement en lui-même, elle estime qu'en période de choix et de priorités à faire pour l'Université, en période de gels de postes, de fermeture de formation, celui-ci semble inopportun.

LE PRESIDENT informe que lors du prochain Conseil d'Administration, il y aura une présentation de la SATT.

MME CARON revient sur Capacités, l'impact de cette filiale sur les comptes financiers et les retours vers les laboratoires. Elle souhaite aussi connaître les liens organiques avec la SATT. **M.BARBU** précise que Capacités présente une augmentation du chiffre d'affaire de 1.9 millions d'euros, qui sont au bénéfice des laboratoires de recherche. L'Université de Nantes met en œuvre actuellement une facturation des services utilisés par Capacités.

M.BIAIS ajoute que pour les documents qui sont remis, les délais sont toujours très courts, et pour l'an prochain, il est prévu un vrai rapport d'activités. Le rapport financier n'est pas suffisant ; pour

exemple, la Région qui apporte directement un certain nombre de ressources en investissement comme en fonctionnement, mais aussi indirectement par le biais des laboratoires de recherche, ressources qui n'apparaissent pas dans les comptes de l'Université de Nantes mais qui bénéficient aux équipes. **LE PRESIDENT** souhaiterait y mettre en avant la politique régionale dans le domaine qui n'est actuellement pas comparable avec ce qui se fait par ailleurs. **M.BERNOUSSI** souligne que 22% des conventions en matière de recherche sont signées avec la Région, ce qui montre le poids de ce partenariat.

LE PRESIDENT souligne les efforts de l'établissement et rappelle qu'en 2012, la situation était critique. L'Université commence à récupérer une capacité d'autofinancement, et engage des investissements. Il remercie l'ensemble de l'établissement pour tous ces efforts.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve avec 23 voix pour, 2 voix contre et 5 abstentions le compte financier 2013 de l'Université de Nantes ainsi que les comptes consolidés 2013 de l'Université de Nantes, de sa filiale CAPACITÉS et de la Fondation de Projets ;

Le Conseil d'Administration approuve avec 23 voix pour, 2 voix contre et 5 abstentions l'affectation aux réserves :

- du résultat de l'exercice 2013 (3 958 883,26 €) ;
- du report à nouveau de l'exercice 2013 (51 215,25 €).

**L'augmentation des réserves découlant de ces affectations est en conséquence de :
4 010 098,51 €.**

POINT 6 : APPROBATION DE PRINCIPE D'ACHAT DE LOCAUX RUE BIAS ET DE VENTE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN SISE 80 BOULEVARD MICHELET A NANTES

M.BERNOUSSI informe que ce point peut paraître surprenant dans une Université qui n'a pas la dévolution du patrimoine, mais l'Université de Nantes possède en bien propre deux terrains, dont l'un situé boulevard Michelet à Nantes. Il y a trois raisons qui poussent l'Université de Nantes à prendre une décision sur ce terrain. Tout d'abord, il s'agit d'un terrain pour le moment non utilisé et qui est très convoité dans certains projets reliés au CPER ; il y a un fort risque que l'Université le perde sans aucune compensation. Ensuite, dans le cadre de l'ancien CPER, il y avait une opération programmée, la rénovation de la Présidence. Le choix fait par le Président de l'Université de Nantes dans le futur CPER est de privilégier le lien formation-recherche et donc toutes les actions présentées tendent vers l'attractivité des campus. Le projet de la rénovation de la Présidence a été donc purement et simplement supprimé. Mais ceci ne signifie pas pour autant que les besoins sont effacés. Enfin, il y a une opportunité avec une offre d'achat pour ce terrain situé boulevard Michelet à Nantes, qui a une durée limitée. L'objectif est de profiter de cette offre pour éliminer le risque, et disposer de moyens qui permettraient d'acheter des locaux juste à côté de la Présidence, sur la rue Bias.

M.KEROUANTON présente la parcelle cadastrée, ancienne station service achetée à la Ville de Nantes fin juin 1995 pour un montant de 2.3 millions de francs. Il précise que dans l'acte de vente d'origine, les matériels liés à l'activité de station service ont été enlevés. L'acquisition avait été faite à l'époque en vue d'une réserve foncière possible. Le projet présenté par le promoteur correspond à une partie construite en façade, et pas en fond de parcelle. Il y a une offre écrite, signée de 1.6 millions d'euros.

M.KEROUANTON présente la possibilité d'acheter sur la rue Bias, un ensemble tertiaire de 280 m² qui est à vendre en rez de chaussée, qui créerait une continuité de façade entre Kernéis et l'UFR de Pharmacie pour un montant de 700.000 €. Il s'agit aussi de rationaliser les espaces, qui sont loués par ailleurs pour d'autres services de la Présidence. L'abandon de ce système de location actuellement sur Centre Loire permettrait d'économiser environ 150.000 € par an.

MME ISHOW reconnaît l'utilité de devoir rassembler les services notamment au niveau de la Direction de la Recherche, des Partenariats et de l'Innovation. Néanmoins, la présence de cette vitrine en central, de stratégie et de valorisation est discutable et la proximité des laboratoires et des usagers avec ce type de structure n'est pas forcément obligatoire. Elle revient sur la gestion de cet espace libéré par la vente. Il faut que l'Université de Nantes s'agrandisse d'un point de vue des besoins de relations avec des entreprises, mais aussi au niveau des laboratoires. Il faut disposer d'espaces

communs, plus grands, que ceux actuellement mis à disposition au niveau de la Rue Bias et profiter de l'espace boulevard Michelet pour en faire quelque chose de plus grand. Se pose alors le problème du financement, mais on pourrait imaginer un nouveau système financier où la construction serait financée par les loyers que pourraient payer les futurs occupants des locaux construits par l'Université. Elle estime que ce projet va impliquer des personnels, et n'a pas été débattu dans des conseils de gestion de Composante.

LE PRESIDENT rappelle qu'il y a une opportunité sur une offre et sur une acquisition. Concernant les logements étudiants, le CROUS ayant une proposition sur le site Tertre, le projet de vente n'enlève pas de possibilité de logements étudiants. **M. BIAIS** rappelle que les 10 millions d'euros qui devaient être consacrés à la rénovation de la Présidence ont été supprimés du futur CPER. En contrepartie, a été engagé un schéma de réorganisation de tous les espaces tertiaires qui accueillent les services en Centre Loire, dans l'idée de supprimer les locations mais aussi de dégager des regroupements fonctionnels. Aujourd'hui des services sont éclatés sur plusieurs sites. Il y a une opportunité d'apporter une visibilité à tous les services qui travaillent dans le domaine de l'innovation et des relations entreprises qui sont aujourd'hui sur des sites différents. Il souligne que ce projet a été débattu avec les différents responsables de services, avec un processus de consultations sur leurs besoins. Cet espace restera au sein d'un campus puisqu'il permet de faire un continuum entre l'amphithéâtre Kernéis et l'UFR de Pharmacie.

MME SAMI souhaite préciser qu'elle a été informée du projet lors de la Commission Permanente du Conseil d'Administration et qu'elle a alerté son Directeur d'UFR qui n'était pas non plus informé, sachant que la parcelle est à l'intérieur de l'UFR Sciences. Le conseil de gestion de la composante aurait à son sens dû être consulté. Elle souligne que le terrain a été acheté en propre par l'Université de Nantes en 1995, pour éviter qu'il ne s'y construise un immeuble afin d'assurer la continuité du site universitaire. Or sur le site du promoteur, le projet fait état d'un immeuble, en face des salles de cours de l'UFR Sciences. Certes l'Université de Nantes a des problèmes financiers, mais la Ville de Nantes ayant une attractivité importante, on peut envisager d'avoir besoin de construire dans l'avenir, plus de salles de cours à l'UFR Sciences. Enfin elle estime que les biens de l'Université étant des biens publics, c'est un devoir de les transmettre aux générations futures.

M.KEROUANTON souligne qu'il s'agit d'une opération d'échange entre deux terrains et pas une opération blanche. Il rappelle que le terrain est gelé depuis 20 ans et que la possibilité de constructibilité classique ne doit pas échapper au débat.

M.CLERGEAU fait remarquer sur la valorisation du patrimoine et la manière dont l'Université peut valoriser son patrimoine et mener des opérations mixtes. Il estime que ce n'est pas le rôle de l'Université de mener en direct des opérations immobilières par ce type de montage. Il rappelle qu'il existe d'autres formules possibles de coopération entre l'Université et des acteurs publics en Région, comme le Conseil Régional, Nantes métropole, pour réaliser ces opérations. **LE PRESIDENT** rappelle que l'Université de Nantes n'a pas la dévolution de son patrimoine mais possède 110 bâtiments sur plusieurs villes et sur plusieurs départements. En l'espèce, il y a deux terrains en propre à l'Université dont cette parcelle. Il souligne que la Présidence a besoin d'espace et fait référence aux conditions de travail des personnels.

M.GUEVEL s'interroge sur l'absence de débat de principe et sur les capacités de la Direction du Patrimoine à se mobiliser sur des tels projets immobiliers. Mais il reconnaît les problématiques de la Présidence, et estime que le projet va permettre de faire des économies de loyer.

M.BELLETTRE réagit en tant qu'utilisateur du pôle contrat ; se trouvant éloigné du site Loire, il estime qu'un regroupement de tous les services éclatés qui travaillent de près ou de loin dans le domaine des relations industrielles est important. Par ailleurs, tous les services centraux n'ont pas forcément vocation à être tous sur le site Loire.

M.LELOUREC estime qu'il ne faut pas travailler dans l'urgence. Personne ne remet en doute les biens fondés des objectifs de l'acquisition, mais il souligne qu'il faut explorer d'autres pistes avant de se précipiter. Le lien entre les deux opérations contraint à réfléchir avant de délibérer. **LE PRESIDENT** précise que l'urgence ne réside pas dans la vente du terrain mais dans la proposition d'achat du local situé rue Bias.

MME JOLLIET souligne l'importance des actions conduites en deux ans par l'équipe présidentielle sur le rééquilibrage du budget et une véritable reconstruction administrative dans des conditions de travail extrêmement difficiles. L'opportunité de l'acquisition de la rue Bias ne doit pas être remise en cause.

MME ISHOW craint que les locaux appelés à héberger 19 postes, soient très vite au bord des limites.

M.CLERGEAU souhaite apporter une précision à sa précédente intervention en évoquant le fait que si l'Université veut avoir une politique de valorisation du patrimoine de l'Université il lui faut des outils spécifiques, ce qui nécessite des évolutions réglementaires.

M.GUEVEL souhaite savoir si le vendeur est aussi l'acheteur de la parcelle. Il fait remarquer que malgré les deux volets contenus dans la même délibération, un vote sur l'acquisition et un vote sur la vente serait souhaitable au vu de la teneur des débats. **LE PRÉSIDENT** précise qu'il ne prendra pas le risque pour l'Etablissement, de faire l'acquisition d'un bien sans avoir les fonds auparavant.

MME SAMI demande à discuter d'autres options et ne pas faire les choses dans l'urgence sachant que cette opération sera définitive.

M.CATALA fait remarquer que cette opération intelligente, permet d'un côté de répondre à un besoin et de l'autre de réaliser un apport financier au budget de l'Université.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve avec 15 voix pour, 6 voix contre et 9 abstentions le principe d'achat de locaux rue Bias à Nantes et de vente d'une parcelle de terrain sise 80 boulevard Michelet à Nantes.

POINT 7 : APPROBATION DE LA REPARTITION DU FONDS DE SOLIDARITE ET DE DEVELOPPEMENT DES INITIATIVES ETUDIANTES 2014 (APRES AVIS DE LA CFVU ET DE LA CPCA)

M.BERNOUSSI présente la répartition du Fonds de Solidarité, d'un montant de 288.000 €.

MME CARON constate que pour le volet aide sociale d'urgence une enveloppe de 40.000 € est allouée, ce qui est minime. **M.BERNOUSSI** précise que l'Université donne une enveloppe de 40.000 € au CROUS, qui n'est jamais consommée dans sa totalité, mais à hauteur de seulement 25.000 €. Une refonte de la convention a été faite afin de verser cette somme en deux fois. **M.PELLETIER** précise que le Fonds National d'Urgence est abondé par l'Etat, par le Département et également par l'Université, chaque enveloppe étant accompagnée de critères d'attributions. A l'heure actuelle cette enveloppe est suffisante.

MME SAMI s'interroge sur la communication et la publicité qui est faite sur cette aide.

M.GUEVEL souhaite voir le processus évoluer, car le FSDIE décentralisé n'est pas réellement décentralisé puisque l'avis est donné au niveau central. Les Composantes devraient se prononcer sur ces avis en appliquant les critères. **M.BERNOUSSI** précise que l'avis central se limite juste à vérifier l'application des critères.

M.LELOUREC souhaite connaître le sens du critère de l'urgence, c'est-à-dire au sens accident de la vie ou problèmes structurels et prolongés, et souhaiterait une publicité auprès des Directeurs de Composante de l'existence de cette aide. **M.BERNOUSSI** rappelle que le point d'entrée pour l'Université est le service des Assistantes Sociales.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve avec 29 voix pour et 1 abstention, la répartition du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes 2014.

POINT 8 : INFORMATION SUR LES EFFECTIFS ETUDIANTS 2013/2014

M.BERNOUSSI présente les effectifs étudiants. Il est constaté une augmentation globale des effectifs étudiants, ce qui prouve que l'Université de Nantes est attractive. Il faut souligner un élément qualitatif important : les étudiants ne choisissent plus l'Université par hasard, mais parce qu'elle répond à un projet de parcours professionnel et personnel. **M.BERNOUSSI** insiste sur le rôle de promotion sociale de l'Université avec un taux de boursier important de 34% par rapport aux effectifs globaux. S'agissant de l'attractivité par cycle, il y a une forte attractivité au niveau des cycles Licence

en revanche l'effectif Master stagne alors que l'offre de formation en Master a considérablement augmenté. Il y a donc une réelle interrogation au niveau de la lisibilité de l'offre.

MME JOLLIET réagit à la première lecture des inscriptions en PACES sur le logiciel post Bac : il y a actuellement 4054 vœux de PACES contre 1700 l'an passé, dont 2110 étudiants sont du secteur géographique. Elle explique que le changement cette année tient au fait que les bacheliers de toute la France peuvent s'inscrire à Nantes. Ces chiffres ne sont pas définitifs mais il y a un risque certain à combler les 1100 primo inscrits réclamés par le Rectorat. Ceci va entraîner une saturation totale des amphithéâtres, et la nécessité de déployer un nouvel amphithéâtre connecté, avec des conditions d'accueil en terme de capacité sécurisée qui sont à leur plus haut niveau. **MME GUEHO** précise que le Recteur ne fixe pas les capacités d'accueil de l'Université de Nantes.

MME SAMI revient sur la répartition des effectifs par régime d'inscription et par type de diplôme, afin de visualiser les frais d'inscription du régime dit de formation continue de 2000€. **M. BERNOUSSI** informe que sur ces 557 étudiants, il y en a une large part inscrit à l'ESPE en reprise d'études. Il revient sur le tarif de 2000€ qui a été voté par le Conseil d'Administration en février 2012, dans l'ancien mandat. **LE PRESIDENT** a souligné depuis deux ans les injustices sociales notamment l'exemple de l'étudiant en reprise d'étude qui a arrêté ses études pendant deux années et qui est taxé de frais de 2000€. Il informe que deux décisions sont actuellement prises sur ce dispositif : le critère des deux années d'interruption, va être modifié ; une étude d'impact sur le manque à gagner sur les ressources des pôles de formation continue est en cours. Une présentation du nouveau dispositif sera faite au prochain Conseil d'Administration.

M. GUEVEL revient sur l'évolution de la capacité d'accueil en PACES et s'interroge sur la corrélation de cette augmentation avec une évolution du numerus clausus. **LE PRESIDENT** souligne que le numerus clausus ne bouge pas. **M. GUEVEL** s'interroge sur la variation de la capacité d'accueil pour l'UFR de Médecine, alors qu'elle n'a pas bougé pour l'UFR STAPS. **MME GUEHO** explique qu'en matière de capacité d'accueil, le Recteur est compétent sur les conséquences au cas où cette capacité serait dépassée. Le Recteur n'intervient qu'en cas de dépassement des capacités d'accueil, c'est la raison pour laquelle les présidents d'université, s'ils fixent une capacité d'accueil doivent donc en avvertir le Recteur. Sur les vœux et leur augmentation cette année, elle informe qu'il y a un effet induit par un changement de réglementation dans l'application post bac. Jusqu'à présent les Universités pouvaient sectoriser l'accès à leurs filières indépendamment d'une capacité d'accueil. Cette année, afin de se mettre en conformité avec le code de l'Education, tout candidat est libre de s'inscrire dans l'établissement de son choix, sous réserve des capacités d'accueil. Il n'y a donc plus de sectorisation des filières.

M. LELOUREC signale que cette mesure d'enlever la sectorisation est non financée, et va induire une charge de travail supplémentaire.

MME CARON fait remarquer qu'il y a un fossé entre le master 1 et le master 2, préoccupant pour le volet Recherche.

POINT 9.1: APPROBATION DU NOUVEAU DISPOSITIF D'ATTRIBUTION DE LA PRIME D'ENCADREMENT DOCTORAL ET DE RECHERCHE (APRES AVIS DE LA CR, DE LA CPCA ET DU CT)

M. BERNOUSSI présente l'ensemble des primes attribuées aux BIATSS et aux Enseignants-Chercheurs et la mise en place au niveau de l'Université d'une commission issue du Comité Technique qui se réunit avec pour une réflexion sur les primes. L'objectif est d'aboutir à un référentiel primes, afin d'avoir une vue globale. Les primes sont examinées selon quatre angles : la réglementation, les règles de gestion, le public éligible et le cadrage budgétaire.

Le Conseil d'Administration va donc être régulièrement sollicité sur les points primes car il y a un travail de mise en place de ce référentiel.

Pour la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche, une circulaire de février 2014 fixe les dates et les opérations à engager. Cette circulaire doit servir de préparation à un décret, qui devait être publié en mars 2014. Aucun décret n'est encore paru mais les délais imposés par la circulaire restent toujours d'actualité. Le dispositif proposé pourra être modifié en fonction du décret. La circulaire précise qu'il y aura des Primes attribuées de droit, pour les Enseignants-Chercheurs en délégation auprès de l'IUF, et les titulaires de distinction scientifique de niveau international ou

national. Le recours à une instance nationale d'évaluation est prévu par la circulaire ; le choix fait par l'Université de Nantes, c'est le Conseil National des Universités(CNU), avec remontée de ce choix au Ministère pour le 2 avril.

Les bénéficiaires de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche sont des Enseignants-Chercheurs, Professeur ou Maître de Conférences. L'attribution est individuelle, pour une durée de 4 ans, avec un plancher et un plafond. Les quatre items d'évaluation restent les mêmes qu'auparavant : la production scientifique, l'encadrement doctoral et scientifique, la diffusion des travaux et la responsabilité scientifique.

Suite à la Commission Permanente du Conseil d'Administration, des incohérences dans le modèle, notamment sur l'attribution de droit des Primes, ont été soulevées et corrigées. Ainsi, les critères d'attribution et de barèmes ont été modifiés.

Les critères d'attribution sont donc ainsi modifiés : l'Université de Nantes attribuera automatiquement à tous les candidats qui ont obtenu la note « A », la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche ; elle n'accordera pas de Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche à tous les dossiers ayant reçu la note « C ». Pour les dossiers notés « B », la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche sera encouragée et départagée selon trois critères : la production scientifique et l'encadrement doctoral pour les Maîtres de Conférences, la production scientifique et la responsabilité scientifique pour les Professeurs et l'équilibre entre les missions dans l'objectif d'un renouvellement des attributions.

Un certain nombre d'attribution de droit, notamment pour les titulaires d'une chaire CNRS, ANR et ERC, ont été débattues en Commission Permanente du Conseil d'Administration, car elles ne sont pas réglementairement obligatoires. Il est donc décidé de ne pas attribuer de droit la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche pour ces titulaires.

Le barème proposé repose sur la notation et non sur le grade. Pour la note « A », la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche sera de 5500€ et pour la note « B », de 3500€.

Les critères seront diffusés sur l'intranet de l'Université, et les modalités de versement trimestrielles.

MME SAMI souhaite que l'enveloppe budgétaire annuelle allouée à cette Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche, soit définie et discutée en Conseil d'Administration. **M.BERNOUSSI** précise que cette enveloppe est de 300.000€ par an et est intégrée au budget de l'Université de Nantes.

M.GUEVEL se réjouit de constater la disparition du critère de grade dans l'attribution de cette prime. Il souligne que le Ministère avait supprimé la Prime d'Excellence Scientifique pour la transformer en Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche, pour que ce ne soit plus une prime d'excellence. Or l'attribution de droit de cette prime, repose sur l'excellence reconnue par l'IUF.

MME ISHOW fait remarquer que certains personnels du CNRS ont bénéficié de promotions à l'IUF grâce à leur dossier de recherche basé sur une dynamique scientifique importante, mais qui ne s'étaient pas investis dans l'enseignement. Elle estime aussi choquant, que les travaux surtout en sciences dures étant réalisés grâce au travail collectif d'un ensemble de personnels, de récompenser une seule personne.

LE PRESIDENT souligne que les montants choisis par l'Université de Nantes, pour les bénéficiaires de délégations IUF, sont les montants minimums réglementairement prévus.

M.BENHAMOU souligne que l'attribution au mérite est un réel progrès. Il est important qu'il y ait une distinction entre l'établissement qui attribue les primes et les personnels qui font l'évaluation. Une fois l'évaluation réalisée, il ne faut pas que l'établissement revienne dans l'évaluation pour décider de choisir parmi les dossiers. L'idée, qui a été retenue dans de nombreuses universités est de faire une formule qui s'applique sur la note, et qui fait un classement automatique avec les priorités qui ont été décidées.

M. LELOUREC est hostile au principe même de la prime au mérite et préférerait une revalorisation des conditions de rémunération des Enseignants-Chercheurs.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve avec 21 voix pour, 6 voix contre et 2 abstentions le nouveau dispositif d'attribution de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche.

POINT 9.2: APPROBATION DU DISPOSITIF D'ATTRIBUTION DE LA PRIME POUR PARTICIPATION A DES OPERATIONS DE RECHERCHE (APRES AVIS DE LA CPCA ET DU CT)

M.BERNOUSSI rappelle que cette prime est déjà attribuée sans que le Conseil d'Administration ne se soit jamais prononcé. Elle est attribuée à des Enseignants –Chercheurs, des personnels administratifs, des personnels techniques pour un certain nombre de travaux de recherche ou de prestations de service qui dégagent un bénéfice.

Les modalités de mise en œuvre et la procédure sont présentées : l'intéressement doit être pris sur les ressources du contrat, sur un reliquat ; l'opération doit avoir dégagé un certain nombre de bénéfices.

MME CARON estime que s'il y a des bénéfices sur des contrats, ils doivent être redistribués au laboratoire, et pas sous forme de primes d'intéressement aux personnes en particulier. Les travaux de recherche appliquée sont des travaux collectifs, liés parfois à plusieurs équipes.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve avec 21 voix pour, 5 voix contre et 3 abstentions le dispositif d'attribution de la Prime pour Participation à des Opérations de Recherche.

POINT 9.3: APPROBATION DISPOSITIF D'ATTRIBUTION DE LA PRIME DES MEDECINS CONTRACTUELS (APRES AVIS DE LA CPCA ET DU CT)

M.BERNOUSSI précise que les activités des médecins du SUMPPS ont évolué d'une mission de prévention vers une mission de soins. Les étudiants peuvent bénéficier d'une consultation pour soins au sein de ce service. Le modèle actuel était fondé sur la demi-journée de consultation. A budget équivalent, il est proposé un modèle basé sur une part fixe pour chaque médecin, de reconnaissance du soin et de la prévention de 70€ par mois et une part variable de 2.30€ par consultation.

En l'absence d'interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve avec 22 voix pour et 7 abstentions le dispositif d'attribution de la Prime des Médecins contractuels.

POINT 9.4: APPROBATION DE LA REVALORISATION DU REGIME INDEMNITAIRE DE LA FILIERE MEDICO-SOCIALE (APRES AVIS DE LA CPCA ET DU CT)

M.BERNOUSSI informe que cette prime est revalorisée pour les infirmières et assistantes sociales titulaires qui relèvent d'une double gestion, académique pour leur carrière mais de l'employeur pour toutes les conditions de travail et le régime indemnitaire. Cette filière, contrairement à la branche ITRF, n'a pas bénéficié de revalorisation. Il est proposé une revalorisation de 5.17%.

M.BROCHARD intervient pour expliquer que lors du Comité Technique, l'abstention massive montrait le souhait d'éviter de favoriser une filière plus qu'une autre.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité avec 28 voix pour, la revalorisation du régime indemnitaire de la filière médico-sociale.

POINT 9.5: APPROBATION DE LA MODIFICATION DU TABLEAU D'ATTRIBUTION DE L'INDEMNITE ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUE (APRES AVIS DE LA CPCA ET DU CT)

Il s'agit d'une modification du tableau dûe au passage à un grade supérieur d'un personnel, qui n'était pas référencé auparavant.

En l'absence d'interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité avec 28 voix pour, la modification du tableau d'attribution de l'Indemnité Administrative et Technique.

POINT 10 : PRESENTATION DE LA CONSULTATION SUR L'EGALITE HOMME/FEMME AUPRES DES ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET CHERCHEURS DE L'UNIVERSITE DE NANTES

MME TRUCHET présente la consultation sur l'égalité homme/femme auprès des Enseignants Enseignants-Chercheurs et Chercheurs de l'Université de Nantes.

MME TRICHET précise que les questionnaires étaient bien construits et l'analyse est informative. Elle suggère aux générations futures de travailler avec les nouvelles doctorantes et les amener à revoir les préjugés qu'elles ont par rapport à elles-mêmes et par rapport à leur avenir. Elle signale la situation en Santé où le rapport homme/femme devrait être regardée plus particulièrement.

M. GUEVEL souhaite que cette consultation soit prolongée avec un travail de sociologues pour leur confier les questions complexes, notamment les freins au fait qu'il y a peu de femmes Professeurs ou le déséquilibre des professions. Sur le harcèlement, il ne faut pas se focaliser sur le harcèlement sexuel.

M.BROCHARD salue le travail fait et attend avec impatience la consultation pour les personnels BIATSS. Les problématiques notamment des crèches seront sensiblement les mêmes. Il revient sur les 19 cas de harcèlement sexuel déclarés et s'interroge sur le nombre. Il souhaite que soit ajouté pour le personnel BIATSS, dans l'enquête, le harcèlement moral. **LE PRESIDENT** estime que le travail sur les crèches doit être fait en partenariat avec les collectivités locales.

MME SAMI remarque que si l'on considère que les hommes qui ont répondu, sont en fait ceux qui se sentent le plus sensibilisés, se faisant, la différence entre le ressenti des personnes qui ont répondu et celui de celles qui n'ont pas répondu est finalement encore plus grande. La sensibilisation devrait se faire non pas seulement au niveau des doctorantes mais au niveau de tous les doctorants. Elle devrait même commencer au niveau des étudiants et des étudiantes, car c'est à ce stade là que commencent les discriminations. S'agissant du harcèlement, elle estime qu'il faut effectivement y ajouter le harcèlement moral, et souhaite connaître le pourcentage de femmes qui subissent un harcèlement moral par rapport aux hommes.

MME CARON souligne que le CNRS a fait des enquêtes sur la parité au sein de l'organisme. Il y a une grande disparité aussi en fonction des disciplines, par exemple il y a peu de femmes dans le domaine physique chimie. **LE PRESIDENT** souligne que le CNRS cherche un site pilote pour voir comment augmenter les demandes de délégation CNRS pour les femmes, car actuellement il y a un taux très bas.

MME DIKONGUE informe qu'une enquête a été menée auprès des étudiants des universités de Bordeaux et d'Aix-Marseille. Il en ressort que les femmes ont tendance à se diriger vers la biologie pour une raison inconnue, ce qui peut expliquer les choix de filière des enseignantes-chercheuses. **MME TRUCHET** confirme que les femmes ont tendance à s'autocensurer. Elle estime qu'une enquête au niveau des masters serait intéressante, afin de voir les choix futurs des étudiants.

MME LALLEMENT souhaite connaître les actions qui vont être engagées pour les étudiants, contre le harcèlement sexuel. **MME TRUCHET** rappelle que les étudiants ne sont pas personnels de l'Université, donc le plan de lutte contre le harcèlement sexuel demandé par le Ministère vise dans un premier temps les personnels. Indépendamment de ce qui est mis en place à l'Université de Nantes, le harcèlement sexuel est un délit. Le plan de prévention sera différent qu'il s'agisse d'un personnel ou d'un étudiant, en termes de service social ou de service de médecine. **MME LALLEMENT** souligne que le problème pour les étudiants, repose sur le fait justement de ne pas savoir à qui s'adresser. **LE PRESIDENT** informe que la promotion des moyens de prise en charge pour les étudiants devient une priorité.

M.RANSON souhaite connaître les suites de cette enquête et l'étendre aux étudiants.

M.BIAIS rappelle que des services de l'Université sont à la disposition de tous les usagers de l'Université à la fois personnel et étudiant : le Service Universitaire de Médecine (SUMPPS), la Direction de l'Hygiène, de la Sécurité et des Conditions de travail et la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles qui écoutent et conseillent l'ensemble des victimes au sein de l'établissement.

M.TOUCHARD souhaite savoir s'il existe une commission de surveillance au sein de l'Université sur l'égalité femme-homme. **MME TRUCHET** informe que ce travail est en cours, c'était d'ailleurs un des points de la charte que le Conseil d'Administration a voté en 2013. **LE PRESIDENT** propose que cette charte soit envoyée aux nouveaux administrateurs.

MME SAMI rappelle, sur le problème du harcèlement sexuel des étudiants, qu'il existe un certain nombre de procédures sur lesquelles il faut réfléchir pour pouvoir répondre assez vite. **M.BIAIS** informe que lorsque les faits sont signalés et avérés, ils sont traités jusqu'au bout, y compris en ouvrant les voies disciplinaires voir pénales lorsque les faits sont qualifiés.

M.LELOUREC revient sur les organismes listés pour les recours et y ajoute les syndicats. Les syndicats sont de plus en plus sollicités, ce qui est un indicateur de la montée en puissance de ces situations de harcèlement.

MME TRICHET revient sur les instances de surveillance et souhaite que soit placé dans les conseils, un observateur, aux moments clés comme par exemple la discussion des promotions, pour surveiller les propos sexistes. Ceci pourrait aussi permettre de surveiller des problèmes éthiques.

POINT 11 : PRESENTATION DU RAPPORT ANNUEL DE SANTE SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL (RSSCT 2013) ET DU PROGRAMME ANNUEL DE PREVENTION (PAP 2014) (APRES AVIS DU CHSCT).

M.LE GAC présente le rapport annuel de santé, sécurité et conditions de travail 2013 et le programme annuel de prévention 2014.

MME TRICHET souligne qu'il ne faut pas oublier l'immeuble de Grande Hauteur (IGH) Médecine et notamment le laboratoire d'anatomie avec les problèmes d'émanation de formol qui commencent à dépasser le laboratoire en lui-même.

S'agissant des bâtiments **M.KERBOURC'H** souhaite connaître le diagnostic amiante et savoir si le risque est évacué. Les risques électriques sont aussi à prendre en compte, beaucoup de bâtiments de l'Université n'étant pas en conformité. **M.LE GAC** rappelle que le plan amiante a été développé sur l'Université et tous les bâtiments ont été contrôlés. Actuellement, il ne reste en matériau friable amianté que le tuyau d'échappement du groupe électrogène de la Faculté de Médecine. En matériau amianté, il en reste dans les dalles de sol, mais aucun risque d'exposition à l'amiante sauf en cas de démolition du bâtiment. Concernant le risque électrique, tous les bâtiments sont contrôlés annuellement par un organisme agréé.

MME CARON revient sur la formation des représentants au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail. Elle souligne que dans les données, la formation correspond à 5 heures par personne et s'étonne de ce chiffre. **M.LE GAC** informe que le bilan 2013 n'est pas représentatif car la formation a été discutée en 2013, et seulement deux journées de formation ont été mises en place en décembre pour démarrer cette action de formation.

MME CARON informe de la parution de la circulaire relative aux Risques Psycho-sociaux du Ministère de la Fonction publique Elle demande la mise en place d'indicateurs qui puissent révéler ou mettre en avant des problèmes de ce type au sein de l'établissement. **MME LARTAULT** informe qu'il existe un comité de pilotage Risques Psycho-sociaux, présidé par **MME LE FICHANT**, qui a pour mission et objectifs dans le cadre de la réglementation, de rédiger un plan d'action et de prévention. Il est en cours de rédaction avec un certain nombre d'indicateurs demandés par le Ministère, notamment sur le taux d'absentéisme, le taux de rotation, ou encore le nombre de visites auprès des Médecins de prévention.

MME SAMI souhaite que dans les indicateurs, soient ajoutés les cas de harcèlement déclarés.

POINT 12 : TARIFS, DONIS ET SUBVENTIONS (APRES AVIS DE LA CPCA)

En l'absence d'interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité avec 27 voix pour, les tarifs.

POINT 13 : APPROBATION DE LA DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE RELATIVE A UN DEFICIT DE LA REGIE DE RECETTES DE L'UNIVERSITE PERMANENTE A HAUTEUR DE 1000 €

M.BERNOUSSI présente la demande de remise gracieuse.

En l'absence d'interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité avec 27 voix pour la demande de remise gracieuse relative à un déficit de la régie de recettes de l'Université Permanente à hauteur de 1000 €.

POINT 14 : RENDU COMPTE DE REMISES GRACIEUSES

Il y a trois demandes, dont deux correspondent à des dettes constatées pour la recette additionnelle de deux personnels décédés, et une pour un étudiant qui ne peut payer ses frais d'inscription en DAEU suite à un certain nombre de difficultés.

POINT 15 : RENDU COMPTE DES CONVENTIONS, MARCHES ET CONTRATS SIGNES PAR LE PRESIDENT EN 2013

M.BERNOUSSI présente le rendu compte des conventions.

MME SAMI alerte sur le fait que l'Université de Nantes a commencé des discussions avec l'Institut Catholique de l'Enseignement Supérieur (ICES) qui se trouve à La Roche sur Yon, pour une convention qui concernerait deux formations. Elle informe que des enseignants de l'Université de Nantes vont enseigner dans cet institut. **M.BERNOUSSI** souligne que la seule convention que l'Université de Nantes en vigueur, est conclue avec l'Université Catholique de l'Ouest (UCO) d'Angers, où des formations sont cohabilitées depuis très longtemps. Il fait remarquer que ce n'est pas l'Université de Nantes qui souhaite conventionner avec l'Institut Catholique de l'Enseignement Supérieur, mais l'inverse. Il s'agit de demandes pour la Faculté de Droit. Enfin, il signale que des enseignants de l'Université enseignent à l'Institut Catholique de l'Enseignement Supérieur, sans que la demande d'autorisation de cumul ne soit parvenue au Président. **M.KERBOURC'H** précise que l'Institut Catholique de l'Enseignement Supérieur ne concurrence pas les formations de Droit de La Roche sur Yon mais celles de Nantes. L'Institut dispense à des prix exorbitants des formations de préparation à l'examen d'avocat ou au concours de la magistrature.

MME CARON revient sur la convention signée avec l'Institut Milton. Ce DU devait être examiné par une commission de vigilance et sa reconduction est tacite. **LE PRÉSIDENT** rappelle qu'il s'agit des conventions 2013.

MME SAMI remarque l'adhésion à l'Institut Kervégan pour 2013. **LE PRÉSIDENT** informe qu'il n'y aura pas d'adhésion à cet institut en 2014.

POINT 16 : ELECTION D'UN REPRESENTANT DES ETUDIANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION A LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A cette occasion, **LE PRESIDENT** remercie **M. PELLETIER** et **M. CAILLEAU** pour leur mandat et leur engagement depuis deux ans. **M. PELLETIER** remercie **LE PRESIDENT** et son équipe pour son engagement auprès des étudiants dans des projets menés en commun, pour son soutien et sa confiance. Il salue l'engagement des acteurs de l'établissement, de la communauté universitaire et des services de l'Université. **M.CAILLEAU** rappelle l'engagement durable sur les thématiques de la vie étudiante défendue par l'actuelle équipe.

LE PRESIDENT présente les candidatures de **M. RUULT** et de **M.RANSON**.

Nombre de votants : 30 ;
Bulletins blancs ou nuls : 1 ;
Nombre de suffrages exprimés : 30 ;
Majorité absolue : 15.

M. RUULT : 22 voix.

M.RANSON : 7 voix.

LE PRÉSIDENT déclare élu **M.RUULT**, représentant des étudiants du Conseil d'Administration à la Commission Permanente du Conseil d'Administration.

POINT 17 : QUESTIONS DIVERSES

- Gestion financière de contrats à l'Université : **MME ISHOW**, revient sur la gestion financière des contrats à l'Université en terme de TVA, au CNRS la TVA étant récupérable, ceci produit un différentiel de 20%. **M.BIAIS** revient sur le travail conjoint de la Direction des Affaires Financières et de la Direction de la Recherche, des Partenariats et de l'Innovation, travail exposé récemment aux Responsables Administratifs de Composante. Il s'agit d'un travail sur les règles applicables en matière de TVA au sein de l'Université. Clairement, aujourd'hui le contrôle fiscal en cours, a amené l'Université à avoir une attitude plus prudente vis-à-vis des questions de déductibilité et de la nature des projets qui peuvent donner lieu à déduction. C'est un sujet que la Conférence des Présidents d'Université a fait remonter au plan national, afin que les Universités soient traitées de manière équivalente aux grands organismes de recherche. Le contrôle fiscal montre que le fait d'avoir une activité mixte d'enseignement et de recherche pénalise les projets, quand il s'agit de traiter la problématique de la TVA. Il faut attester lorsque la TVA est déduite, que le projet sera valorisé. Il y a donc un effort à faire sur la traçabilité des opérations de valorisation qui permettraient de déduire la TVA. Dans tous les cas de figure, il y a un risque fiscal et un risque de perte de contrats.
- Dépenses énergétiques : **M.LELOUREC** revient sur les dépenses énergétiques. **LE PRESIDENT** informe que les dépenses énergétiques sont supérieures aux dépenses de maintenance pour les établissements. Il faut s'en saisir maintenant et ne pas être incapable de gérer cette explosion de dépenses d'ici quelques années. Il rappelle que le gouvernement a pris conscience qu'il fallait gérer pour l'Enseignement Supérieur, 18 millions de mètres carrés, la moitié étant en deçà des critères de développement durable. Le Contrat avec l'Etat a été réorienté sur la réhabilitation. Seules trois Régions ont donné écho à cette demande.

En l'absence d'autres questions, **LE PRÉSIDENT** lève la séance à 13 h 50.

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ



Olivier LABOUX